

COMPRENDRE
LES POLITIQUES
DE L'UNION
EUROPÉENNE



Commission
européenne

Développement et coopération

Lutter contre
la pauvreté
dans un monde
en mutation

«Il est aujourd'hui reconnu
que nous disposons des ressources
technologiques, financières
et matérielles nécessaires pour
éradiquer l'extrême pauvreté de la
surface de la planète d'ici à 2030.
Il n'y a aucune raison de ne pas
le faire.»

Andris Piebalgs, commissaire européen
chargé du développement



COMPRENDRE LES POLITIQUES DE L'UNION EUROPÉENNE

Cette brochure fait partie de la série «Comprendre les politiques de l'Union européenne» qui explique ce que fait l'Union dans ses différents domaines de compétence, pour quelles raisons elle agit et quels résultats elle obtient.

Pour lire et télécharger les brochures disponibles:

http://europa.eu/pol/index_fr.htm

Comment fonctionne l'Union européenne
Europe 2020: la stratégie européenne
en faveur de la croissance
Les pères fondateurs de l'Union européenne

Action pour le climat
Affaires étrangères et politique de sécurité
Agriculture
Aide humanitaire et protection civile
Budget
Commerce
Concurrence
Consommateurs
Culture et audiovisuel
Développement et coopération ✕
Douanes
Éducation, formation, jeunesse et sport
Élargissement
Emploi et affaires sociales
Énergie
Entreprise
Environnement
Fiscalité
Frontières et sécurité
Justice, citoyenneté et droits fondamentaux
L'Union économique et monétaire et l'euro
Lutte contre la fraude
Marché intérieur
Migration et asile
Pêche et affaires maritimes
Politique régionale
Recherche et innovation
Santé publique
Sécurité alimentaire
Stratégie numérique
Transports

SOMMAIRE

Pourquoi une politique de développement et de coopération de l'UE	
L'union fait la force.	3
Approche préconisée par l'UE	
Une approche personnalisée	6
L'action de l'UE	
Des paroles aux actes	9
Perspectives	
Être à la hauteur de nos ambitions. . . .	15
Pour en savoir plus	16

Comprendre les politiques de l'Union européenne — Développement et coopération

Commission européenne
Direction générale de la communication
Publications
1049 Bruxelles
BELGIQUE

Manuscrit achevé en février 2014

Couverture et photo en page 2:
© iStockphoto.com/lucadp

16 p. — 21 × 29,7 cm
ISBN 978-92-79-24209-0
doi:10.2775/57025

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2014

© Union européenne, 2014
Reproduction autorisée. Toute utilisation ou reproduction des photos est soumise à l'autorisation préalable des détenteurs des droits d'auteur.

Pourquoi une politique de développement et de coopération de l'UE

L'union fait la force

Avec 55,2 milliards d'euros d'aide publique au développement mis à disposition en 2012, les institutions européennes et les 28 États membres de l'UE ont fourni plus de la moitié de l'aide publique mondiale, ce qui en fait le premier pourvoyeur d'aide à l'échelle mondiale.

Dans le même temps, la Commission européenne a fourni plus de 13,5 milliards d'euros d'aide extérieure en 2012. L'engagement ferme de l'UE à aider les pays en développement à rattraper leur retard doit être perçu comme une expression de solidarité et comme un moyen de rendre le monde plus sûr et plus prospère. Conjuguer ses efforts au niveau européen s'est révélé efficace à maints égards: en raison de sa position unique, l'UE peut agir là où les pays pris isolément auraient moins de poids.

L'UE est présente dans 140 pays; elle possède une grande expertise et une crédibilité et une neutralité uniques dans les domaines des droits de l'homme, des missions d'observation électorale, de la gouvernance et de la résolution de crises. Les programmes de l'UE s'étendent sur plusieurs années, mobilisant une aide à long terme et prévisible. Il s'agit de deux conditions essentielles à l'intégration de la durabilité dans les politiques de développement.

L'UE joue un rôle dans la coordination des actions des différents donateurs. Grâce à sa dimension supranationale, elle peut fixer des objectifs communs ambitieux et élaborer des solutions complètes afin de relever les défis mondiaux liés au développement. Dans le contexte économique actuel, il est plus important que jamais d'éviter les doubles emplois. Enfin, l'UE dispose de la masse critique nécessaire pour relever les défis mondiaux.

Les activités de l'UE liées au développement sont coordonnées avec ses actions dans d'autres domaines, tels que l'aide humanitaire, l'environnement, la sécurité et la politique commerciale.

La solidarité au cœur de la construction européenne

La coopération au développement fait partie du processus d'intégration européenne depuis le début. Le traité de Rome (1957) a permis la création du Fonds européen de développement afin d'aider les colonies et les territoires d'outre-mer. Lorsque la décolonisation a commencé au début des années 60, les États membres ont accepté de partager une partie des coûts engagés pour soutenir leurs anciennes colonies à la suite de leur indépendance. Cette politique a été progressivement étendue à de plus en plus de pays en développement en Asie, en Amérique latine et dans les pays voisins de l'UE.

L'année 2000 a vu la signature de l'ambitieux accord de Cotonou entre l'UE et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). Cet accord d'aide et de commerce, le partenariat le plus abouti entre les pays ACP et l'UE, a été conclu pour une période de 20 ans. Son objectif est d'œuvrer ensemble à l'éradication de la pauvreté et à l'intégration des pays ACP dans l'économie mondiale.

Des instruments financiers supplémentaires, tels que l'instrument de coopération au développement et l'instrument européen de voisinage, permettent à l'UE de poursuivre son action dans d'autres régions du monde.

De plus, en 2000, l'UE s'est engagée à soutenir les objectifs du Millénaire pour le développement définis par les Nations unies afin de réduire l'extrême pauvreté d'ici à 2015.

Le traité de Lisbonne a encore renforcé la base juridique de la coopération au développement de l'UE. Il stipule clairement que la réduction et l'éradication de la pauvreté constituent les principaux objectifs de la politique de coopération au développement de l'Union. Cet objectif doit être respecté lorsque l'Union met en œuvre des politiques susceptibles d'avoir des conséquences pour les pays en développement. Cela signifie que la politique de développement est une politique à part entière.

Une contribution essentielle aux objectifs du Millénaire pour le développement

Lors du sommet des Nations unies de 2000, l'UE s'est jointe aux dirigeants du monde entier dans leur engagement à éradiquer la pauvreté d'ici à 2015. Huit objectifs du Millénaire pour le développement ont été définis:

- éradiquer l'extrême pauvreté et la famine;
- garantir l'enseignement primaire pour tous;
- promouvoir l'égalité entre les sexes;
- réduire la mortalité infantile;
- améliorer la santé maternelle;
- combattre le VIH/sida, la malaria et d'autres maladies;
- garantir la durabilité environnementale;
- développer un partenariat mondial.



Des enfants sur une route entre Keren et Barentu, en Érythrée. L'UE a aidé le pays à se redresser après le conflit frontalier avec l'Éthiopie en 1998.

S'employer en permanence à améliorer l'efficacité

Les objectifs du Millénaire pour le développement sont au cœur de l'action européenne pour la coopération au développement et constituent ses objectifs principaux. La mobilisation des fonds nécessaires fait partie du défi que représente la réalisation de ces objectifs. Dans cette optique, une conférence internationale des Nations unies sur le financement du développement s'est déroulée à Monterrey (Mexique) en 2002, menant au consensus de Monterrey aux termes duquel les chefs d'État ou de gouvernement se sont engagés à mobiliser toutes les sources de financement du développement (nationales et internationales, publiques et privées), notamment en augmentant de manière considérable l'aide au développement.

L'UE a depuis procédé à des révisions annuelles de sa contribution collective aux pays en développement.

«Programme pour le changement»: la réponse de l'UE aux nouveaux défis

Pour atteindre les objectifs de développement, les politiques de l'UE doivent tenir compte de l'évolution rapide de l'environnement mondial. De l'épuisement des ressources naturelles à la croissance dans les économies

émergentes, en passant par les conséquences de la crise économique, les nouveaux défis et opportunités obligent l'UE à adapter sa coopération au développement.

Adopté en 2011, le «programme pour le changement» est une stratégie visant à réduire la pauvreté en apportant des changements importants dans la manière dont l'UE fournit son aide. Ces changements sont les suivants:

- Différenciation: il s'agit d'une approche double relative à l'octroi d'aides aux pays où l'aide au développement peut avoir l'effet le plus marquant et où les besoins sont les plus importants. Le type de soutien le plus efficace doit être défini sur la base de la situation de chaque pays.
- Axer les activités de l'UE sur un maximum de trois secteurs par pays.
- Améliorer la coordination de l'UE pour de meilleurs résultats et incidences sur le développement.
- Mettre l'accent sur les droits de l'homme, la démocratie et la bonne gouvernance, en tirant les enseignements des récents changements survenus en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.

- Soutenir davantage la croissance inclusive et durable en s'engageant de manière plus active dans des secteurs stratégiques tels que l'agriculture et l'énergie, et en encourageant le développement du secteur privé.
- Maximiser la cohérence des politiques afin de veiller à ce que les aspects du développement soient pris en compte dans tous les domaines d'action de l'UE. Cela permettra par exemple à l'UE d'établir un lien entre le développement et le commerce.

Grands espoirs, grands enjeux

Si le pourcentage des personnes vivant dans l'extrême pauvreté dans les pays en développement a diminué de 46 % à 27 % entre 1990 et 2005, environ 1,2 milliard de personnes dans le monde vivent encore en dessous du seuil de pauvreté établi sur le plan international à 1,25 dollar par jour. Ces chiffres soulignent non seulement les progrès encourageants qui ont été réalisés, mais aussi l'ampleur des défis qui restent à relever.

Plus de dix ans après l'adoption des objectifs du Millénaire pour le développement, de nombreux pays sont sortis de la pauvreté et des conflits. Certains d'entre eux sont devenus des donateurs internationaux responsables et des économies dynamiques. Malheureusement, beaucoup sont tombés dans une pauvreté plus grande, dans les conflits et l'insécurité, et certains continuent de priver leurs citoyens de leurs droits fondamentaux.

La pauvreté n'est pas l'unique enjeu. Les récents soulèvements, en particulier dans le bassin méditerranéen, ont mis en évidence le fait que le développement doit aller de pair avec la défense des droits de l'homme et des libertés. L'UE intègre ces questions dans tous les aspects de sa politique de développement.

L'UE accorde une attention particulière aux pays les plus vulnérables. Près de la moitié de son aide est destinée aux États fragiles. Dans les pays sujets aux crises, qui abritent les populations les plus vulnérables de la planète, l'aide sera de plus en plus axée sur la construction de la paix et le développement de l'État afin de l'améliorer et de le renforcer. Dans les situations d'après-crise, après des conflits ou des catastrophes naturelles, tous les donateurs seront encouragés à garantir une transition en douceur de l'aide humanitaire à l'aide au développement durable, et à améliorer la coordination afin d'assurer la stabilité. L'UE est un partenaire clé de ce «nouveau pacte» en faveur des États fragiles.

Une action intégrée pour sortir les populations de la pauvreté

La politique de développement est liée aux questions mondiales majeures sur lesquelles l'UE travaille avec ses partenaires. Du changement climatique aux questions de sécurité, telles que le terrorisme ou le trafic d'êtres humains, en passant par l'immigration et la sécurité énergétique, la coopération au développement peut contribuer de manière positive à l'action de l'UE dans le monde.

La collaboration avec des nations en développement joue également un rôle dans la réalisation des objectifs de croissance fixés par l'UE pour les prochaines années. Travailler en partenariat avec les pays en développement et les économies émergentes favorise une croissance intelligente, durable et inclusive, conformément à la stratégie Europe 2020. Stimuler la prospérité et favoriser des marchés mondiaux ouverts et équitables crée une situation économique favorable tant aux pays partenaires qu'à l'UE.

Il est indispensable de dépenser les ressources de manière efficace. L'objectif de l'UE est d'utiliser au mieux les fonds disponibles grâce à une action coordonnée.



© Union européenne/Natalia Lazarewicz

La coopération entre l'UE et le Soudan porte principalement sur des initiatives liant l'aide d'urgence, la réhabilitation et le développement, comme dans ce camp pour personnes déplacées, dans le nord du Darfour.

Approche préconisée par l'UE

Une approche personnalisée

L'UE combine différentes stratégies pour apporter son aide aux pays qui en ont besoin. Cette aide est principalement mise à disposition au moyen de projets, de subventions et de marchés, mais également par un appui sectoriel et budgétaire.

- **Projets, subventions et marchés**

Un projet est une série d'activités menées pour atteindre des objectifs spécifiques dans une période de temps définie et au moyen d'un budget déterminé. Les subventions sont des contributions financières directes accordées aux organisations ou aux projets qu'elles gèrent. Elles sont attribuées aux meilleurs candidats dans le cadre d'appels à propositions. Les marchés sont attribués au moyen de procédures d'appels d'offres pour l'acquisition de services, de fournitures ou de travaux.

- **Appui budgétaire**

L'appui budgétaire consiste dans le versement de fonds sur le compte du Trésor public du pays partenaire, associé à un dialogue politique approfondi. Il comporte également des mesures visant à évaluer et à améliorer l'efficacité de ces fonds. Fondé sur des partenariats et sur la responsabilité mutuelle, l'appui budgétaire est un instrument important destiné à financer les stratégies de développement des pays partenaires. La mise en œuvre de l'aide est adaptée aux besoins recensés par un pays donné et une grande importance est accordée aux stratégies élaborées au niveau national.

Pour pouvoir bénéficier d'un appui budgétaire, les pays doivent attester de leur engagement en faveur des droits de l'homme, de la démocratie et de l'État de droit, et satisfaire à des critères stricts, notamment en matière de gestion des finances publiques.

- **Appui sectoriel**

Une grande partie du financement de l'aide au développement mis à disposition par l'UE cible des secteurs précis dans les pays partenaires, tels que l'énergie, l'agriculture ou l'éducation. Les secteurs reçoivent un appui financier pour les programmes gérés par les pays partenaires. Le financement peut se traduire par un appui budgétaire sectoriel, des subventions et des marchés, ou la mutualisation des ressources de différents donateurs.



© Union européenne/Pirozzi

Lida et Alina, de Cazanesti (Moldavie), ont bénéficié de l'aide de l'UE destinée aux services sociaux du pays.

Une approche horizontale et verticale

Les mécanismes de financement de l'aide au développement de l'UE peuvent avoir une portée géographique ou thématique. Pour la période 2014-2020, trois instruments géographiques et trois instruments thématiques définissent l'affectation et la répartition des fonds.

La majeure partie du financement de l'aide au développement provient des instruments géographiques.

- Le Fonds européen de développement est le principal instrument d'aide aux pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et aux pays et territoires d'outre-mer.
- L'instrument de coopération au développement couvre la coopération avec l'Amérique latine, l'Asie, l'Asie centrale, le Moyen-Orient et l'Afrique australe. Il couvre cinq programmes thématiques portant sur les défis mondiaux: la protection de l'environnement, le rôle des acteurs non étatiques, la sécurité alimentaire, les migrations, ainsi que le développement humain et social.
- Le financement de la coopération avec les autres pays voisins est assuré par l'instrument européen de voisinage.

Ces outils sont complétés par des instruments à vocation thématique, ouverts à tous les pays en développement.

- L'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme est destiné à protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales, et à promouvoir la démocratie et l'État de droit.
- L'instrument contribuant à la stabilité et à la paix renforce la sécurité dans les situations de crise et facilite la transition vers la stabilité au lendemain de celles-ci.
- L'instrument relatif à la coopération en matière de sûreté nucléaire promeut la sécurité nucléaire, la protection contre les radiations et la préparation aux situations d'urgence.

Les programmes thématiques de l'UE encouragent les organisations de la société civile et les autorités locales à participer à la coopération au développement.

Une aide au développement plus efficace, plus rapide et plus importante

Le consensus européen pour le développement fixe un cadre de principes communs permettant à l'UE et à ses États membres de mettre en œuvre des politiques de développement dans un esprit de complémentarité et d'efficacité.

L'UE contrôle la qualité de l'aide en utilisant des objectifs concrets approuvés au niveau international dans la déclaration de Paris (2005) et le programme d'action d'Accra (2008), et révisés par le Forum de haut niveau de Busan, qui a entraîné la création du partenariat pour une coopération efficace au service du développement (2011).

En tant que membre du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'UE participe activement aux tribunes internationales afin d'améliorer l'efficacité de la coopération au développement. Elle a fixé des objectifs ambitieux afin d'augmenter l'efficacité de l'aide au développement dans le monde et a modifié la manière dont elle octroie l'aide afin d'atteindre ces objectifs.

Le quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, qui s'est tenu en 2011 à Busan, en Corée du Sud, a marqué un tournant dans la coopération au développement dans le monde. Des participants de plus de 160 gouvernements, d'organisations internationales, de la société civile et du secteur privé se sont mis d'accord sur de nombreux principes, objectifs et engagements afin de conférer davantage d'efficacité à la coopération au développement, en passant d'une simple aide à une approche plus globale associant tous les acteurs du développement.

L'UE a décidé d'axer son action de suivi immédiate et collective sur deux initiatives:

- La garantie de transparence de l'UE vise à fournir des informations comparables au niveau international sur l'aide, actualisées et faciles d'accès. Afin d'atteindre cet objectif, la Commission européenne et certains États membres appliquent déjà la norme commune fixée conjointement à l'échelle internationale pour la publication des informations sur l'aide, en mettant à disposition des informations détaillées en temps utile concernant le lieu et la manière dont l'aide est dépensée.

- La programmation commune vise à fournir une réponse européenne commune au plan de développement d'un pays partenaire, notamment grâce à la division du travail. L'UE et ses États membres définissent ensemble quel donateur travaille dans quel secteur, ce qui améliore l'efficacité et donne de meilleurs résultats. L'UE joue un rôle de coordinateur et de facilitateur. L'UE a lancé une initiative de programmation commune dans plus de 20 pays et prévoit de la mettre en œuvre dans environ 40 pays partenaires, de façon à couvrir plus de 60 % de l'aide programmable par pays gérée par les institutions de l'UE.

La prochaine étape de ce processus international est la première réunion de haut niveau du partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement, qui aura lieu au Mexique en avril 2014. L'objectif sera d'évaluer les progrès réalisés par rapport aux engagements pris, de relever les défis et d'accélérer la mise en œuvre des programmes.

La politique de développement de l'UE et la coopération bilatérale entre ses États membres et les pays en développement se renforcent mutuellement. De nombreuses autres politiques de l'UE ont une incidence sur les pays en développement et sont donc coordonnées avec la politique de développement.

La direction générale du développement et de la coopération de la Commission européenne, EuropeAid, est chargée de définir la politique de coopération au développement de l'UE et de mettre en œuvre l'aide dans les pays partenaires. Afin de renforcer la cohérence entre les relations extérieures et la coopération au développement, le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) a pour mission de mettre toutes ses politiques et actions en conformité avec les objectifs de développement.

L'UE compte 140 délégations et bureaux à travers le monde, qui gèrent les programmes de développement et de coopération tout en représentant l'UE dans les pays hôtes. Après un conflit ou une catastrophe naturelle, par exemple, la délégation locale de l'UE peut réajuster les priorités en matière d'aide afin de répondre aux besoins urgents.

Pour définir les politiques, fournir et contrôler l'aide, l'UE travaille avec des organisations internationales dont les réseaux et les compétences viennent compléter ses ressources. Les principaux groupes et organes comprennent les Nations unies, l'OCDE, la Banque mondiale, le G8 et le G20. Grâce à un dialogue et des contacts réguliers, l'UE s'assure la coopération d'autres donateurs traditionnels importants (comme les États-Unis, le Japon et la Corée du Sud) et, de plus en plus, d'économies émergentes.

Le rôle de la société civile

La société civile est un partenaire clé des donateurs dans les pays en développement. Les acteurs non étatiques peuvent comprendre, par exemple, des organisations non gouvernementales (ONG), des associations professionnelles, des partenaires sociaux, des universités ou les médias. Ils sont généralement proches des communautés locales et peuvent aider les donateurs à répondre aux besoins des populations. Ils assument donc de plus en plus de responsabilités dans l'élaboration des stratégies et des programmes.

Le renforcement du rôle de la société civile dans le développement permet d'associer davantage les pays bénéficiaires.



L'UE mène des programmes destinés à promouvoir la santé reproductive et infantile dans les camps de réfugiés, comme ici, en Thaïlande.

L'action de l'UE

Des paroles aux actes

À mesure que se rapproche l'échéance de 2015 pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, leur état d'avancement indique clairement le niveau et le rythme de développement atteints au cours des 12 dernières années.

Selon un rapport des Nations unies de juillet 2012, plusieurs des principaux objectifs ont déjà été atteints:

- l'extrême pauvreté a été réduite de moitié et diminuée dans toutes les régions;
- le pourcentage de personnes n'ayant pas accès à des sources d'eau améliorées a été réduit de moitié;
- la vie de plus de 200 millions d'habitants des bidonvilles, soit deux fois l'objectif de 2020, s'est améliorée;
- le taux de scolarisation des filles dans l'enseignement primaire est maintenant égal à celui des garçons;
- la réduction du taux de mortalité infantile et maternelle s'accélère.

La contribution de l'UE aux résultats obtenus est considérable. Des investissements dans les domaines de la santé, de l'éducation ou des infrastructures routières au financement de l'agriculture, son soutien a permis de réaliser des progrès tangibles. Depuis 2000, le soutien de l'UE a contribué à scolariser plus de 13 millions d'enfants dans l'enseignement primaire et à vacciner plus de 18 millions d'enfants contre la rougeole. L'aide au développement de l'UE a contribué à donner à des millions de foyers un accès à l'eau et aux services d'assainissement. Comme certains objectifs restent à la traîne, notamment la lutte contre la famine et l'assainissement, l'UE a décidé, en septembre 2011, d'allouer une aide supplémentaire de 1 milliard d'euros pour soutenir la réalisation de ces objectifs dans les pays ACP qui accusent le plus de retard.

Avec ses États membres, l'UE est le principal donateur dans le secteur de l'énergie à l'échelle mondiale et elle a déjà aidé des millions de personnes à avoir accès à une énergie durable. L'UE est également le plus grand bailleur de fonds liés au climat dans les pays en développement. Elle aide à protéger la biodiversité dans le monde, à protéger les pays contre les catastrophes naturelles et à améliorer la protection des forêts, par exemple en luttant contre leur exploitation illégale.

Un soutien sur mesure

Le soutien de l'UE est adapté aux besoins de chaque domaine concret de la coopération au développement. Elle soutient un certain nombre de programmes et d'initiatives qui profitent aux régions plutôt qu'aux pays ou secteurs pris isolément. La coopération régionale est efficace pour répondre aux défis tels que le changement climatique et le commerce, qui dépassent les frontières. Les initiatives mondiales à vocation thématique sont mises en œuvre en tenant compte des situations locales spécifiques.

Parmi les pays les moins développés du monde, quatre sur cinq sont des pays ACP, la plupart africains. L'essentiel du budget de l'UE destiné à cette région provient du Fonds européen de développement, qui a mis à disposition un total de 22,7 milliards d'euros pour la période 2008-2013.

Le partenariat stratégique Afrique-UE fixe un cadre pour la coopération entre les deux continents. En 2007, les partenaires ont adopté une stratégie commune Afrique-UE définissant les étapes pour chaque secteur. Celle-ci contribue de manière considérable aux progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en établissant des objectifs quantifiables et en contrôlant les progrès réalisés. Par exemple, les partenaires européens et africains poursuivent un certain nombre d'objectifs concrets afin d'offrir des services énergétiques fiables, sûrs, abordables et respectueux de l'environnement aux deux continents d'ici à 2020.



Le projet «Des vivres contre du travail» mené dans la région de Nairobi, au Kenya, fournit de l'eau pour le bétail et les cultures.



L'Égypte a atteint son objectif lié à l'enseignement primaire pour tous.

Le développement rapide de l'Asie a entraîné une baisse importante du taux de pauvreté. Toutefois, le continent abrite toujours les deux tiers des populations pauvres du globe. Une approche différenciée distinguant les pays pauvres des économies émergentes est donc nécessaire. Dans ses relations avec les économies émergentes, l'UE s'éloigne de plus en plus de son rôle de donateur pour endosser celui de partenaire stratégique. Elle a ainsi contribué aux progrès réalisés. Un budget indicatif de 775 millions d'euros a été consacré à la coopération régionale avec l'Asie durant la période 2007-2013.

La priorité donnée à la coopération plutôt qu'à l'aide caractérise également le travail de l'Union avec ses voisins. Pour renforcer la prospérité, la sécurité et la stabilité au-delà des frontières de l'UE, la politique européenne de voisinage offre une aide aux pays voisins. Près de 12 milliards d'euros ont été mis à disposition dans ce but pour la période 2007-2013.

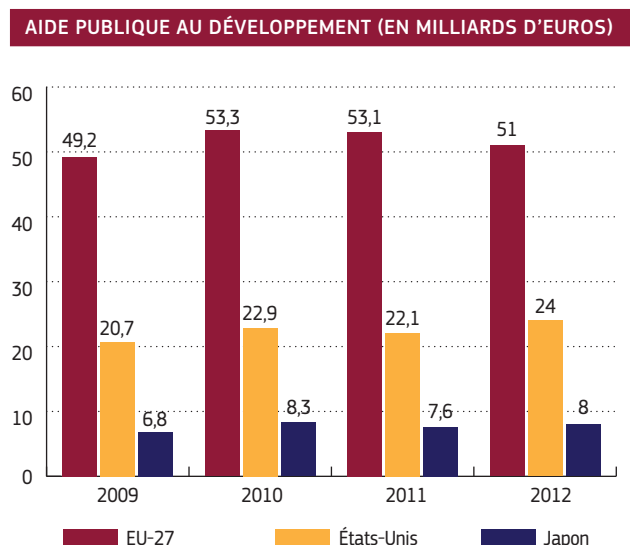
En réponse aux soulèvements populaires dans la région méditerranéenne, l'UE a mis en œuvre une nouvelle stratégie afin de soutenir les revendications de participation politique et de liberté. L'UE est également un important bailleur de fonds en faveur des pays fragiles (50 % de l'aide totale de l'UE). Dans les situations d'urgence, la priorité est de satisfaire les besoins urgents, tout en garantissant la cohérence entre la réponse humanitaire et le développement durable.

L'UE est le principal donateur et le deuxième investisseur étranger en Amérique latine, ainsi que le deuxième partenaire commercial de la région. Ce partenariat a permis d'accomplir des progrès dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement dans la région, en particulier dans le domaine de l'accès à l'enseignement primaire. Les défis qui subsistent comprennent notamment les inégalités, les déficits en termes d'infrastructures et l'accès à l'eau potable. Le financement de l'UE en Amérique latine représente un montant annuel moyen de 500 millions d'euros. Le soutien est axé sur la cohésion sociale, l'intégration régionale, la bonne gouvernance et le développement durable.

Aider les populations à se prendre en charge

De la sécurité alimentaire aux défis environnementaux et aux aspects sociaux, en passant par les droits de l'homme, l'UE intervient là où son aide est nécessaire et peut avoir des effets positifs.

Gouvernance démocratique — Il s'agit de l'une des principales priorités de la coopération au développement. Ces dernières années, l'UE a combiné avec succès le dialogue politique avec les pays partenaires, le soutien sectoriel et les activités de sensibilisation afin d'améliorer la gouvernance. Pour la seule année 2010, 1,5 milliard d'euros provenant des ressources de développement gérées par l'UE a été consacré à des actions en faveur de la gouvernance.



L'UE a été le principal donateur au niveau mondial en 2012. Le montant total de l'aide octroyée en 2012 a été légèrement inférieur à celui de 2011, car l'aide a augmenté dans certains pays de l'UE et diminué dans d'autres en raison de la crise.



L'UE finance un projet pour la conservation de la biodiversité dans la réserve forestière de Gola, en Sierra Leone, l'un des pays les moins avancés du monde.

Agriculture et sécurité alimentaire — L'UE a fait de l'éradication de la pauvreté et de la famine une priorité. Elle consacre chaque année un budget de 600 millions d'euros pour favoriser l'accès des populations du monde entier aux produits alimentaires de base. Cette aide s'ajoute à l'assistance alimentaire humanitaire fournie dans les situations de crise. Plus de 50 millions de personnes ont bénéficié du montant de 1 milliard d'euros du programme de «Facilité alimentaire» lancé en 2009. L'UE a fourni à environ 24 millions de personnes des semences, des outils, des transferts de fonds et de la nourriture pendant la période 2004-2010 pour leur permettre de sortir de la pauvreté. La productivité des petits agriculteurs et la capacité d'adaptation des populations rurales pourraient être améliorées en promouvant un modèle d'agriculture durable adapté à la réalité des pays en développement.

Commerce — Le commerce a permis à des millions de personnes de sortir de la pauvreté au cours des dix dernières années. L'UE est le principal pourvoyeur d'aide au commerce et possède le marché le plus ouvert du monde aux pays en développement. Le système de préférences généralisées offre des préférences tarifaires pour des biens provenant de 176 pays et territoires en développement. L'UE fournit une aide aux pays ACP, qui contribue à leur intégration dans l'économie mondiale. Les économies locales et la croissance peuvent être stimulées grâce à des accords de partenariat économique avec l'UE. Ceux-ci vont au-delà des accords de libre-échange en tenant compte du contexte socio-économique et en aidant les pays à les mettre en œuvre. En ouvrant les marchés de l'UE, ils permettent aux pays ACP de s'ouvrir aux importations de l'UE jusqu'à une période maximale de 25 ans.

La croissance fondée sur le commerce pour les pays les plus démunis

Afin d'intégrer pleinement les pays les moins avancés dans le système de commerce international, l'UE accorde une attention particulière à leurs besoins dans le cadre de sa stratégie d'«Aide au commerce». Ces efforts ont contribué à influencer les choses sur le terrain: entre 2000 et 2008, le produit intérieur brut (PIB) par habitant dans ces pays est passé de 325 dollars des États-Unis à plus de 625 dollars. En 2012, l'UE a présenté un projet visant à permettre aux pays les moins avancés de tirer pleinement parti des marchés ouverts. Cela leur permettra d'éliminer les obstacles commerciaux, de respecter les normes internationales et d'améliorer leur environnement commercial.

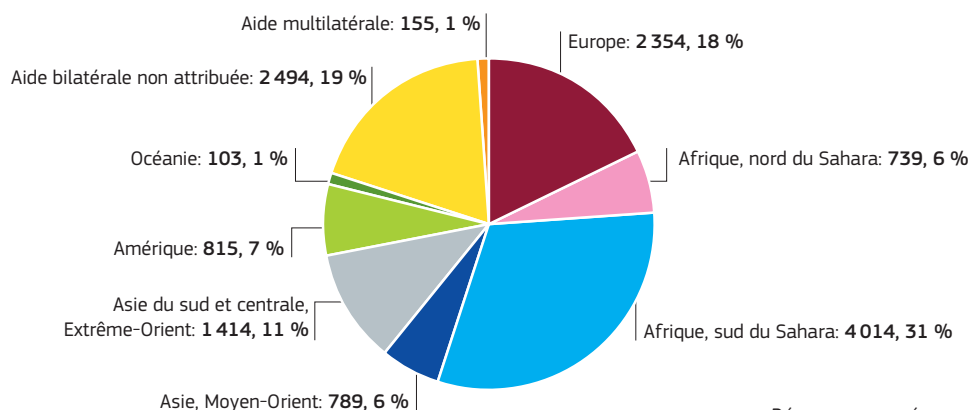
Eau et énergie — Depuis 2004, plus de 70 millions de personnes vivant dans des pays en développement ont été raccordées au réseau d'eau potable et 24,5 millions aux installations d'assainissement. Les programmes de l'UE relatifs à l'assainissement et à l'approvisionnement en eau s'élèvent à près de 400 millions d'euros par an. Ils permettent de construire des infrastructures en matière d'eau potable et de traitement des eaux usées, et fournissent des installations d'assainissement et d'hygiène de base.

La pauvreté énergétique demeurant un défi mondial urgent, l'UE investit massivement dans l'accès à l'énergie, la durabilité et la sécurité énergétiques dans les pays en développement. Pour la seule année 2010, elle a consacré un total de 319,49 millions d'euros à la production et à la fourniture d'énergie. Ces efforts commencent à porter leurs fruits. Dans les pays ACP, où le problème est le plus préoccupant, 15 millions de bénéficiaires ont pu avoir accès à des services énergétiques modernes entre 2007 et 2011.



Des enfants se brossant les dents dans le cadre d'un projet de prestation de soins de santé de l'UE au Nicaragua, en Amérique centrale.

RÉPARTITION RÉGIONALE DE L'AIDE DE L'UE AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT, 2012



Dépenses engagées, en millions d'euros

L'énergie durable pour tous

À la suite du lancement de l'initiative des Nations unies «Énergie durable pour tous», l'UE a fait de cet objectif une priorité majeure de sa politique de développement. Un triple objectif a été fixé pour 2030 :

- garantir un accès universel à des services énergétiques modernes;
- doubler le rythme d'amélioration de l'efficacité énergétique;
- doubler la part des énergies renouvelables dans la palette énergétique mondiale.

En 2012, lors du sommet de l'UE «Énergie durable pour tous», le président José Manuel Barroso a annoncé que l'UE aiderait les pays en développement en fournissant un accès énergétique à 500 millions de personnes supplémentaires d'ici à 2030.

Les progrès réalisés dans ce domaine comprennent notamment la réduction du taux de déforestation, la résorption des bidonvilles et un meilleur accès à l'eau potable. Les défis environnementaux demeurent toutefois considérables. Pour la période 2011-2013, environ 517 millions d'euros ont été consacrés à cette stratégie.

Environnement et ressources naturelles — Les pays les plus pauvres de la planète sont également les plus vulnérables aux dangers environnementaux, c'est-à-dire aux effets du changement climatique. Ils sont durement touchés par l'épuisement des ressources naturelles. Sur la scène internationale, l'UE est la première à soutenir le développement durable et elle a ratifié tous les accords multilatéraux importants dans le domaine de l'environnement. Elle met en œuvre une stratégie visant à aborder la gestion des ressources naturelles dans ses politiques de réduction de la pauvreté. Cette stratégie a contribué directement à garantir la durabilité environnementale, qui constitue l'un des objectifs du Millénaire pour le développement.



Un point d'eau en Papouasie - Nouvelle-Guinée. L'accès à l'eau potable continue de poser problème dans les pays en développement.

Stimuler la sécurité alimentaire dans un pays touché par une catastrophe, Haïti

Haïti est l'un des pays les plus pauvres du monde. Lorsqu'il a été frappé par un violent tremblement de terre en janvier 2010, la catastrophe est venue s'ajouter à la crise alimentaire existante. Des prix à l'importation élevés, associés à des pertes dans le secteur agricole à la suite de plusieurs ouragans, ont eu un effet dévastateur sur la sécurité alimentaire.

Cette situation s'est améliorée grâce à un projet financé par l'UE visant 300 000 ménages ruraux dans la province du nord-est d'Haïti. Les activités étaient destinées à améliorer et à diversifier l'agriculture, et à améliorer la gestion de l'eau et l'aquaculture.

L'initiative a eu des résultats très positifs pour la population locale. La construction de 692 réservoirs d'eau et de 2 550 silos pour la conservation des céréales et la distribution des semences ont amélioré considérablement les rendements et les moyens de subsistance.

«En cas de sécheresse, si vous ne disposez pas de bassin, toute votre production est perdue», explique Gédéon Richè, l'un des bénéficiaires du projet. «Grâce au bassin, le rendement est bon, je peux consommer mes propres légumes et cela aide beaucoup ma famille.»

Le projet, mis en œuvre dans le cadre d'un partenariat avec l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, a reçu un total de 9,6 millions d'euros entre 2009 et 2011.

Des soins vitaux pour les nouveau-nés et leurs mères au Kazakhstan

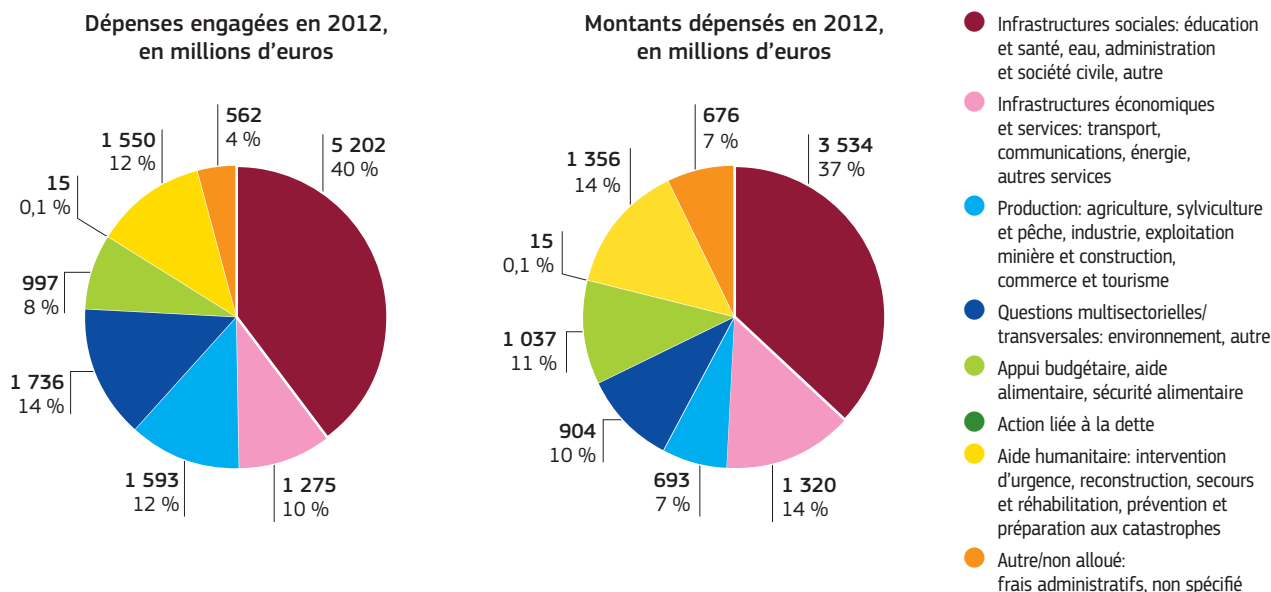
À la suite de l'indépendance du Kazakhstan en 1991, une réduction du financement public des services de santé a entraîné une baisse de la qualité de ces services. En conséquence, des milliers de nouveau-nés et d'enfants en bas âge meurent chaque année par manque de soins adaptés, tandis que la santé maternelle demeure un problème préoccupant.

Pour améliorer l'offre en matière de soins prénatals et de soins aux enfants de qualité dans le pays, l'UE a décidé de fournir une aide ciblée. Elle a soutenu un projet visant à aider le ministère kazakh de la santé à élaborer une stratégie nationale dans le domaine de la santé maternelle et infantile. Les familles, les populations locales et les prestataires de soins de santé ont été inclus dans le processus de réforme, qui a débouché sur l'élaboration de lignes directrices pour les maladies les plus répandues et leurs complications. Les prestataires de soins de santé ont reçu une formation et des conseils.

L'approche s'est révélée efficace. Les services de santé maternelle et infantile ont été améliorés et rendus plus efficaces, et les capacités des services de soins ont été renforcées. La participation des familles et des communautés à l'amélioration de la santé maternelle et infantile s'est accrue. «L'un des nombreux atouts de la prise en charge intégrée des maladies infantiles est qu'elle nous apprend à réduire la distance entre le médecin et le patient», souligne Polina Slugina, pédiatre dans le district d'Osakarov.

Les objectifs du Millénaire pour le développement visant à réduire la mortalité infantile et à améliorer la santé maternelle n'ont pas encore été atteints au Kazakhstan.

RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'AIDE DE L'UE AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT, 2012



Le microcrédit pour l'Afrique: petits prêts, grands effets

Le microcrédit facilite l'accès des pauvres au financement. Pour réaliser pleinement leur potentiel en tant qu'instrument de développement économique en Afrique, les institutions de microcrédit doivent relever leurs normes en matière de gestion des risques et de transparence. L'UE a soutenu le programme de renforcement des capacités Smartrac afin de permettre aux institutions africaines de microcrédit d'améliorer leurs compétences en matière de gestion et de contrôle des risques.

«Smartrac» est l'acronyme des termes anglais sustainability (durabilité), management (gestion), accountability (responsabilisation), risk (risque), transparency (transparence), assurance (assurance) et compliance (conformité). Le programme est destiné à améliorer l'accès au crédit en soutenant les fournisseurs locaux de microcrédit grâce au transfert de savoir-faire. Des outils de gestion des risques ont été mis à la

disposition des institutions de microcrédit et des prestataires de services locaux.

Cette entreprise a connu un immense succès. Environ 700 000 clients à faible revenu ont bénéficié des services des 12 institutions de microcrédit soutenues par le programme. Le taux de croissance des prestataires de services ayant reçu une aide a atteint entre 4 % et 160 %.

Le projet concernait l'Angola, la Gambie, le Ghana, le Kenya, le Malawi, le Nigeria, le Rwanda et la Tanzanie. L'UE a apporté une contribution de 348 000 euros entre 2006 et 2009. La coopération entre l'Union européenne et les pays ACP dans le domaine du microcrédit est actuellement encadrée par le programme «Microcrédits ACP/UE» (2010-2014). Les partenaires s'emploient à élaborer des systèmes financiers inclusifs adaptés aux besoins des populations pauvres afin de stimuler la croissance et de mieux répartir les richesses.

Perspectives

Être à la hauteur de nos ambitions

Au fil des années, l'aide au développement de l'UE n'a cessé de s'accroître et a été optimisée. Alors que les économies mondiales paient un lourd tribut à la crise, il est plus important que jamais d'augmenter non seulement l'efficacité mais aussi le niveau d'ambition. Augmenter le montant de l'aide n'est pas que l'expression d'une solidarité soutenue, c'est également un investissement à long terme.

L'UE encourage une action plus soutenue des États membres afin d'atteindre, d'ici à 2015, l'objectif fixé d'aide publique au développement de 0,7 % du revenu national brut.

Le «Programme pour le changement» a dressé la liste des mesures concrètes visant une meilleure efficacité, telles que la priorité donnée aux pays qui ont le plus besoin d'aide, aux États fragiles et aux secteurs porteurs, une meilleure division du travail et une meilleure gouvernance. La mise en place de ce programme est une étape clé vers un monde plus équitable.

Les discussions sur le rôle de la politique de développement après l'échéance de 2015 des objectifs du Millénaire pour le développement représentent une occasion unique d'améliorer la coopération mondiale. Sur la base de la proposition de la Commission intitulée «Une vie décente pour tous», l'UE a adopté une position en 2013 soulignant que la politique de développement après 2015 devrait renforcer l'engagement de la communauté internationale en faveur de l'éradication de la pauvreté et du développement durable.



Un agriculteur, au Kenya, qui bénéficie d'un programme financé par l'UE pour soutenir et développer le secteur des fruits et légumes.

Pour atteindre cet objectif, un nouveau cadre devrait assurer des niveaux de vie élémentaires, promouvoir la croissance inclusive et durable, contribuer à la gestion durable de nos ressources naturelles, garantir la justice, l'équité et l'égalité, et tenir compte de la situation particulière des pays en conflit et en situation de fragilité. Ces questions essentielles ont également été largement abordées lors des Journées européennes du développement 2013, qui portaient sur l'après-2015. L'UE continuera de défendre un cadre post-2015 ambitieux et veillera à ce que ses priorités soient prises en compte dans toutes les instances compétentes.



Le développement rural est l'une des priorités de la coopération entre l'UE et la Gambie, l'un des pays les plus pauvres du monde.

Pour en savoir plus

- ▶ Développement et coopération — EuropeAid: http://ec.europa.eu/europeaid/index_fr.htm
- ▶ Capacity4dev.eu — relier les acteurs du développement: <http://capacity4dev.ec.europa.eu>
- ▶ Service européen pour l'action extérieure: http://eeas.europa.eu/index_fr.htm
- ▶ Aide humanitaire et protection civile: http://ec.europa.eu/echo/index_fr.htm
- ▶ Vous avez des questions sur l'Union européenne? Europe Direct a les réponses: 00 800 6 7 8 9 10 11 — <http://europedirect.europa.eu>

